

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Gesellschaftsrecht
Akteure	Levrat, Christian (sp/ps, FR) SR/CE
Prozesstypen	Motion
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gesellschaftsrecht, Motion, 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Gesellschaftsrecht	1

Abkürzungsverzeichnis

WAK-SR Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
RFA Regulierungsfolgenabschätzung

CER-CE Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
AIR Analyse d'impact de la réglementation

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Gesellschaftsrecht

MOTION
DATUM: 20.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Après l'adoption par la chambre du peuple, la motion relative au **projet de loi sur la réduction de la densité réglementaire et l'allègement de la charge administrative qui pèse sur les entreprises**, déposée par la parlementaire Sandra Sollberger (udc, BL), a été examinée par la chambre des cantons. La commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-CE) a proposé à sa chambre, par 9 voix contre 4, d'adopter la motion. Une minorité emmenée par le sénateur Levrat (ps, FR) s'est opposée à la motion. La majorité de la commission a critiqué les efforts «insuffisants» entrepris par le Conseil fédéral pour juguler le fardeau administratif des entreprises helvétiques. Elle a notamment critiqué la décision de renoncer à l'implémentation d'une autorité indépendante chargée d'évaluer l'impact des réglementations (AIR). Selon la majorité, cette décision va à l'encontre des motions 15.3400 et 15.3445, pourtant adoptées au sein du Parlement, et met en évidence le peu d'implication du Conseil fédéral dans cette lutte pour maintenir la compétitivité des entreprises helvétiques. La CER-CE a d'ailleurs déposé une initiative parlementaire 19.402 pour pallier cette décision du Conseil fédéral. A l'opposé, la minorité de la commission a jugé inadapté de lutter contre la bureaucratie par la bureaucratie. Au final, la volonté d'imposer une stratégie de dérégulation l'a emportée. La motion a été adoptée par 25 voix contre 16 et 1 abstention.¹

1) BO CE, 2019, pp.196 s.; BaZ, 20.3.19